

Discours prononcé par Alain TOUREN, Président de l'U.d.P.,

LORS DE L'OUVERTURE DES JOURNÉES NATIONALES DE REIMS,

le 24 octobre 1986

Madame le Recteur, Monsieur le Président d'Université, Messieurs les Inspecteurs Généraux, mes chers collègues, merci d'être venus si nombreux assister et participer à nos journées nationales de Reims. Je me réjouis chaque année de voir que le succès de ces journées ne se dément pas et que, cette fois-ci encore, près de 500 collègues ont choisi de venir se plonger dans une atmosphère studieuse et enrichissante, malheureusement bien souvent entièrement à leurs frais. Nous allons pouvoir nous instruire, actualiser nos connaissances comme il faut dire maintenant, en assistant à de nombreuses et passionnantes conférences.

Je remercie ici les conférenciers, les autorités universitaires qui nous hébergent et tous ceux qui, dans cette ville, se sont dépensés sans compter pour le succès de cette manifestation. Nous devons aussi profiter de cette grande réunion pour parler de l'avenir de notre enseignement, en cette période où les réformes se succèdent à un rythme accéléré, au point même que parfois elles se chevauchent et s'annulent. L'an dernier, à Poitiers, je vous ai parlé de la réforme CHEVÈNEMENT pour les lycées, sur la base d'un projet qui nous avait été remis directement par la Direction des Lycées, et que nous avons pu discuter par la suite, obtenant satisfaction pour certaines de nos demandes. Cette réforme fut mort-née et cette année je dois vous parler de la réforme MONORY, toujours pour les lycées, car le Ministre actuel, après avoir affirmé qu'il ne voulait rien changer, se prépare en réalité, à modifier bien des choses, mais nous ne sommes plus tenus directement au courant de ses projets. Si le Ministre et ses collaborateurs ne sont pas avares d'interviews et de conférences de presse, nos contacts avec le Ministère restent très limités. Au début juin, nous avons été reçus au Cabinet du Ministre, et nous avons pu faire connaître nos idées, mais depuis il a été répondu à nos demandes d'audience que nous ne serions reçus que lorsque la phase d'élaboration sera terminée, l'annonce de la réforme faite, et qu'alors la période normale de consultation

s'ouvrira pour tous. En attendant, nous devons nous contenter de lire la presse. Elle a annoncé avant-hier une réforme, mais elle ne concernait que les rythmes scolaires. Qu'un nouveau Ministre modifie les dates de vacances est une tradition déjà solidement établie chez nous. Hier soir, pourtant, le journal *Le Monde* donnait quelques détails sur une réforme beaucoup plus importante des structures, mais cela reste encore trop vague pour que l'on puisse en discuter. Nous espérons que la période de consultation qui s'ouvrira ne sera pas celle d'une simple information.

De nombreux problèmes se posent dans l'organisation actuelle de l'enseignement, pour l'enseignement scientifique, et pour les sciences physiques en particulier. On affirme partout qu'il faut augmenter fortement la proportion des élèves faisant des études scientifiques, et c'est vrai, encore faut-il trouver les moyens d'obtenir cette augmentation, un simple décret ne suffit pas. La création de la seconde dite de détermination cherchait à retarder l'orientation, afin qu'elle se fasse sur des bases plus solides, mais en fait cette seconde est loin de fonctionner à la satisfaction générale, elle pose même un problème particulier, grave, en sciences physiques car, contrairement à toute la logique de l'enseignement français, son enseignement n'est validé par aucun examen pour les élèves qui s'orientent vers des études littéraires. D'autre part l'horaire, déjà faible, est menacé. Un horaire insuffisant peut détourner une discipline de son rôle de formation en la rendant trop sélective.

Les filières fortement typées commencent en première dans l'enseignement général, mais si les sciences sont pratiquement absentes des filières littéraires, les disciplines littéraires occupent encore une part considérable de l'horaire des filières scientifiques. Actuellement la mode est d'affirmer qu'il faut diminuer l'horaire des élèves dans les lycées, afin de leur laisser plus de temps pour du travail personnel, et c'est d'ailleurs une des composantes de l'annonce de mercredi dernier. On pourrait discuter de cette affirmation, qui est tempérée dans le rapport du docteur-recteur MAGNIN par la création d'études surveillées, mais cette diminution se produira, car elle correspond à une économie substantielle. Le risque est grand, alors, de voir une nouvelle diminution de l'horaire scientifique, aggravant la situation actuelle.

La filière C, souvent appelée la voie royale, est officiellement une filière scientifique, menant à des études supérieures en mathématiques, physique ou chimie, mais elle est en réalité aussi exigeante en lettres qu'en sciences, et mène aussi bien en khagne qu'en taupe. Au baccalauréat, de bonnes notes dans les disciplines littéraires peuvent facilement compenser des notes très médiocres en sciences. En outre, et c'est plus grave, elle ne peut convenir à des élèves qui, à cette période de leur croissance, ne se sentent,

ou ne sont pas jugés capables d'étudier à fond toutes les disciplines, alors que par la suite ils pourraient poursuivre avec succès des études supérieures scientifiques. Si l'on veut vraiment augmenter la proportion des élèves faisant des sciences, c'est à ceux-là qu'il faut penser. On pourrait sans doute s'inspirer des filières de laboratoire existant dans l'enseignement technique.

Dans les filières littéraires, donc, les sciences, et plus particulièrement les sciences expérimentales, sont pratiquement absentes, et cela nous semble très regrettable car, la plupart des métiers nécessitent une certaine culture scientifique. La vie courante aussi. Quand on voit certains messages publicitaires, on ne peut qu'être inquiets de la profonde inculture scientifique qu'ils supposent. Arrive-t-on réellement à faire croire que l'on peut tracer une courbe représentant l'efficacité d'une lessive, même en pointillés ? Et n'oublions pas que ces filières littéraires fourniront la majorité des décideurs de demain.

On nous répond que les élèves étudient maintenant les sciences physiques dans les collèges, et peuvent donc s'en passer dans les lycées. Nous avons été partisans de l'introduction de notre enseignement à partir de la sixième ; malheureusement les conditions de cet enseignement sont souvent si mauvaises qu'on ne peut guère compter sur lui pour former des esprits scientifiques. Comment, avec des effectifs qui atteignent parfois 30 élèves, un horaire réduit, un matériel insuffisant et l'absence de personnel technique, donner à notre enseignement le caractère expérimental qui lui est indispensable ? La situation sur le terrain est en contradiction avec les objectifs.

Nous devrions assister, dans l'enseignement technique, à un regroupement suivi d'une redistribution des brevets de techniciens, des baccalauréats technologiques et des baccalauréats professionnels. Nous n'avons jamais été reçus par les services de M^{me} CATALA, mais nous savons que les filières de laboratoire sont menacées. Il nous faut les défendre avec énergie, car nous ne croyons pas que ce soit en supprimant des structures qui ont fait la preuve de leur efficacité que l'on pourra faire accéder au baccalauréat 80 % d'une classe d'âge, objectif qui a été maintenu.

Il existait des commissions, dites permanentes de réflexion, qui se penchaient sur une réforme des programmes des diverses disciplines, mais elles viennent d'être supprimées et on peut craindre que les résultats de leurs travaux soient conservés au frais. Même le nouveau programme de seconde, prêt pour la rentrée 1986, puis repoussé pour 1987, semble maintenant promis aux oubliettes. Pourtant une réflexion en profondeur sur nos programmes nous semble nécessaire rapidement. Nous espérons que des résultats constructifs sortiront des ateliers qui vont se pen-

cher sur des sujets aussi fondamentaux que : pourquoi enseigner la physique et la chimie, et comment ?

L'informatique s'introduit dans l'enseignement, et nous devons être partie prenante en n'oubliant pas que, pour nous, l'informatique doit être un moyen de notre enseignement et non une fin. Les autres pays sont confrontés au même problème, et je souhaite ici la bienvenue à nos collègues étrangers, représentant, par ordre alphabétique, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Suisse, qui vont nous apporter des renseignements sur ce qui se passe chez eux à ce propos. Je les remercie en votre nom à tous.

Mais assez parlé, nous avons du pain sur la planche et je vous souhaite à tous un excellent congrès.
